

La déclaration commune du Parti Communiste Français et du Parti Socialiste

UNE déclaration du Parti Socialiste composée de Claude Luzier, Robert Verdier, Pierre Beregovoy, Jacques Piette, André Bouloché, Antoine Courrière et une délégation du Parti Communiste Français composée de Georges Marchais, Roland Leroy, Paul Laurent, Henri Jourdain, Henri Fiszbin, Georges Gosnat, se sont rencontrées à plusieurs reprises en novembre et en décembre 1969, alternativement aux sièges du Parti Communiste Français et du Parti Socialiste.

Elles ont constaté que, seule, l'union de la gauche pourrait offrir à l'opinion française une perspective de remplacement de la coalition des gestionnaires conservateurs du centre et de la droite, héritière du Gaullisme, par un gouvernement représentatif des aspirations populaires et capable de franchir une étape vers la construction d'une société socialiste.

L'union de la gauche pourrait permettre un rassemblement majoritaire de la population unissant des couches sociales et des forces démocratiques qui, sans adhérer aux principes socialistes, dénoncent les effets les plus néfastes du régime capitaliste. L'union de la gauche s'oppose totalement aux forces représentatives du capitalisme, avec lesquelles aucune alliance n'est concevable.

Un accord entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français constituerait la pièce maîtresse de l'union de la gauche.

En conséquence, les deux Partis décident d'engager des conversations sur les conditions fondamentales d'un accord politique visant à remplacer le système actuel par un régime nouveau de démocratie économique et politique et à ouvrir les voies du passage au socialisme, afin de l'édifier en commun en tenant compte des traditions, des caractères propres et des aspirations du peuple français. Les deux Partis estiment qu'au cours de ce dialogue il sera nécessaire de confronter leurs opinions respectives sur les principes fondamentaux de la société socialiste et de tenir compte des enseignements tirés des événements de politique intérieure et de politique internationale survenus au cours des dernières années pour examiner plus particulièrement les obstacles à surmonter.

Dès maintenant, la politique réactionnaire du pouvoir, notamment ses attaques contre les libertés démocratiques, les droits syndicaux et le droit de grève, rend indispensable des répliques communes des forces de gauche. Ces actions communes, qui peuvent aider aussi à surmonter des points de désaccord, ne sauraient être subordonnées à une entente sur la totalité des questions soumises à la discussion.

PARIS, LE 18 DECEMBRE 1969.